Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

50 | 2015

Sociétés et forces de sécurité au XIX^e siècle

Samuel HAYAT, *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848*

Paris, Le Seuil, 2014, 416 p. ISBN : 978-2-02-113639-5. 24 euros.

Alexandre Frondizi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4853>

DOI : 10.4000/rh19.4853

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2015

Pagination : 214-218

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Alexandre Frondizi, « Samuel HAYAT, *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 50 | 2015, mis en ligne le 01 juillet 2015, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4853> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.4853>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Tous droits réservés

Samuel HAYAT, *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848*

Paris, Le Seuil, 2014, 416 p. ISBN : 978-2-02-113639-5. 24 euros.

Alexandre Frondizi

RÉFÉRENCE

Samuel HAYAT, *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848*, Paris, Le Seuil, 2014, 416 p. ISBN : 978-2-02-113639-5. 24 euros.

- 1 « Au rebours des historiens qui considèrent comme déjà résolu le problème du sens de la République en 1848, et font le récit des événements à l'aune de la définition qu'ils ont héritée des vainqueurs, nous proposons de faire des conflits autour de ce sens l'objet de notre investigation » (p. 13-14). Plus que d'autres – « une histoire sociale des idées » (p. 17), « une sociologie historique du politique » (p. 18) –, cette déclaration d'intention correspond quasi parfaitement au texte qu'elle annonce : fidèle à la thèse récente en science politique dont il est tiré, ce livre privilégie une perspective d'histoire conceptuelle. Il s'agit cependant d'une insertion originale dans cette historiographie puisque, à la différence de l'école de Cambridge, d'un Reinhart Koselleck ou d'un Pierre Rosanvallon qui, au-delà de leur diversité, inscrivent tous l'étude des concepts politiques dans le long terme, c'est dans le temps court du plus célèbre des printemps parisiens, celui qui en 1848 s'ouvre avec la révolution de Février et se clôt avec les journées de Juin, que Samuel Hayat choisit d'étudier les affrontements sur la signification de la République. Ou plutôt, et le sous-titre de l'ouvrage vient le confirmer, d'expliquer comment deux conceptions divergentes de la représentation et de la citoyenneté – exclusive et inclusive – amènent à la formation conflictuelle de deux Républiques antagonistes.

- 2 *Quand la République était révolutionnaire*. Avec l'épigraphe de Walter Benjamin sur le devoir, à « l'instant du péril » notamment, d'arracher la tradition au conformisme, ce titre exprime d'emblée l'intention de retrouver les promesses émancipatrices de l'idée républicaine qui auraient été étouffées par la « République établie », « modérée », « bourgeoise ». Si l'on souscrit à cette volonté de « dénaturiser les significations contemporaines des concepts politiques qui légitiment les pouvoirs en place » (p. 15), ce titre délibérément provocateur demeure *in fine* quelque peu énigmatique : quand et sous quelle forme la République était-elle révolutionnaire ? Pourquoi, d'abord, donner par moments l'impression de faire naître cette autre République (chap. 7 : « Les deux républiques ») de la journée du 15 mai 1848, telle une construction théorique défensive et rétrospective de la part du mouvement ouvrier ? Comme le reconnaît Samuel Hayat dans un bref aperçu du temps des monarchies censitaires (chap. 1 : « D'une révolution à l'autre, 1789-1848 ») et comme l'a en dernier lieu montré la thèse citée d'Andrea Lanza¹, le peuple de Paris – expression peut-être plus heureuse que celle de « mouvement ouvrier » – n'a pas attendu l'échec de la manifestation du 15 mai 1848 pour articuler de manière complexe et variée les concepts d'association et de République. Ensuite, et surtout, l'usage de l'imparfait dans le titre apparaît difficilement conciliable avec l'idée que la République révolutionnaire s'incarnerait dans les mouvements socio-politiques qui ne cessent de rappeler aux régimes en place les promesses émancipatrices du projet républicain. Comment un tel renvoi à un passé-passé peut-il être compatible avec les dernières lignes de l'ouvrage : « C'est le *mouvement social*, ce *double* de la République établie, qui ne cesse de rappeler à celle-ci ses promesses d'émancipation et de la pousser, à travers des affrontements, des propositions, des réalisations, à se transformer. Pour cette raison, cette opposition entre la République et son double n'appartient pas à un passé révolu » (p. 349) ?
- 3 L'autre possibilité que semble parfois suggérer Samuel Hayat (chap. 2 : « La République de Février, un système pluriel » et chap. 3 : « Les institutions de la République de Février, objets et controverses »), c'est que le titre corresponde à l'ordre institutionnel ou, plus largement, socio-politique qui se forme à Paris aux lendemains de la révolution de Février. Peu conciliable avec l'idée qu'il s'agirait d'une République non advenue, celle que l'auteur nomme la République de Février aurait assuré une institutionnalisation à la République révolutionnaire ou, du moins, une possibilité à son effectuation : « les ouvriers [...] ont pu expérimenter sa signification pendant la République de Février – une citoyenneté inclusive, plurielle, sociale » (p. 297). La multiplication des institutions représentatives enrichit les domaines d'action de la citoyenneté : « citoyenneté-combattante » (Louis Hincker) au sein de la Garde nationale démocratisée, « citoyenneté-ouvrière » (Alain Cottureau) dans le cadre de la Commission du Luxembourg, citoyenneté délibérante par le biais des clubs politiques. Mais ni le bien-fondé de ces institutions, auxquelles il faudrait assurément ajouter les Ateliers nationaux, ni leurs mandats ne firent consensus entre les républicains. Or, selon Samuel Hayat, les grandes manifestations parisiennes du printemps 1848, en même temps qu'elles instituent des divisions entre les vainqueurs de Février, révèlent l'évolution de l'équilibre des forces entre ces camps républicains aux conceptions divergentes de la représentation et de la citoyenneté.
- 4 D'où, dans un deuxième temps, au nom certes de la très en vogue sociologie des épreuves (p. 21), la nécessité de procéder à une approche chronologique traditionnelle du printemps 1848. Les chapitres 4 à 6 proposent de manière ambitieuse et cohérente

une interprétation des « journées » du 17 mars, du 16 avril et du 15 mai 1848 – auxquelles auraient pu être adjointes celles des grandes fêtes civiques où sont justement mises en scène la représentation politique et la citoyenneté – comme autant d'étapes d'un affrontement de plus en plus radical entre les tenants de deux conceptions républicaines de la représentation du peuple et donc des modes légitimes de participation politique des représentés. Samuel Hayat cherche patiemment à montrer comment, après la réaffirmation, le 17 mars, par les clubs et les corporations ouvrières de leur légitimité à s'adresser directement aux représentants pour leur rappeler leurs engagements, chacune de ces séquences infléchit la configuration institutionnelle de la République en construction et, avec elle, sa conception de l'incarnation du peuple. En montrant comment, à partir du 16 avril, sont remises en cause les diverses institutions garantissant une citoyenneté plurielle et inclusive, il dresse l'histoire du démantèlement de la République de Février. Cette victoire d'une « conception exclusive, unitaire et abstraite » de la représentation et de la citoyenneté (p. 288) sur une conception « inclusive, plurielle et sociale » (p. 297) a pour corollaire la mise en place « d'une forme républicanisée du gouvernement représentatif [qui] ne diffère substantiellement du régime précédent que lors du processus électoral ».

- 5 Dans ses grandes lignes et sa conclusion principale – le « processus d'invalidation de la République de Février » (p. 245) –, cette relecture de la chronologie politique parisienne du printemps 1848 s'avère convaincante. L'analyse des enjeux et, surtout, des effets institutionnels de chacune de ces journées mérite néanmoins quelques nuances. Il est dit que, comme le laissait supposer l'élection récente d'officiers bourgeois à la tête des légions de la Garde nationale de la Seine, la journée du 16 avril confirme cette institution dans son rôle traditionnel de maintien de l'ordre. Outre la rapidité du lien suggéré entre catégorie sociale et conception politique, c'est négliger le rôle fondamental que joue cette institution chez les insurgés de Juin. Or, cette mobilisation semble se faire beaucoup moins à l'échelle de la légion ou du bataillon qu'à celle très concrète de la compagnie qui, rappelons-le, regroupe les voisins de quelques maisons. Il est également affirmé qu'après l'échec de la manifestation du 15 mai le trottoir remplace le club comme espace de politisation populaire. On peut d'une part émettre l'hypothèse d'un effet de source : l'attention portée sur la rue après le 15 mai semble plutôt liée à la radicalisation des antagonismes et, plus concrètement, à la loi du 7 juin interdisant les attroupements. Cet espace n'a donc sans doute jamais cessé depuis la révolution de Février de jouer ce rôle de socialisation politique. D'autre part, comme l'illustrent les *Mémoires* de Caussidière pourtant cités, les clubs parisiens reprennent une forte activité au moment des élections complémentaires du mois de juin. Enfin, éminemment parisienne, il ne faut pas oublier que cette journée du 15 mai surgit aussi comme une double réaction à des phénomènes *a priori* étrangers aux Parisiens : les répressions des Rouennais et des Polonais. Dans la tradition révolutionnaire, ce peuple parisien, dont on a trop souvent tendance à omettre le caractère cosmopolite et provincial, se pense solidaire des autres peuples révolutionnaires. Voilà probablement un autre domaine d'expression de sa conception plurielle de la citoyenneté. Le cas des émeutes postélectorales de Rouen, seule date non parisienne de la brève chronologie de fin d'ouvrage, montre que la rupture essentielle de l'histoire ici racontée date peut-être moins du 15 mai et de l'échec de l'invasion de l'Assemblée que de son élection au suffrage universel masculin trois semaines plus tôt. Non seulement cette élection ferme officiellement la République de Février, le temps du gouvernement provisoire, mais elle

donne également une large majorité aux tenants du gouvernement représentatif, à ceux, républicains ou non, qui estiment que les parlementaires détiennent une souveraineté absolue entre deux élections. C'est bien l'élection d'une Assemblée constituante reproduisant la conception exclusive de la représentation, propre au gouvernement représentatif, qui constitue la rupture majeure. Et c'est bien hors de Paris qu'apparaissent les premières manifestations violentes de cette rupture.

- 6 L'interprétation de l'épilogue posé à l'avance de cette histoire, dès lors quelque peu téléologique, est capitale (chap. 7). Que Juin 1848 constitue une guerre à mort entre des républicains aux conceptions incompatibles de la citoyenneté, c'est désormais un acquis du riche renouvellement de l'histoire politique, bien intégré par les synthèses sur la période. Moins convaincante, quoique pédagogique, semble la présentation du résultat de ces journées insurrectionnelles comme la victoire annoncée et quasi définitive, après l'affaiblissement le 15 mai des futurs vaincus, de la « République honnête et modérée » sur la « République démocratique et sociale ». La durée et la dureté des affrontements expriment la force que possédaient encore les républicains, en grande partie travailleurs, qui souhaitaient conserver la possibilité d'agir en dehors des périodes électorales sur leur destin politique, et donc surtout sur les choix socio-économiques de leurs représentants. Cette force montre, à l'inverse, que des institutions de la République de Février comme la Garde nationale, cela a été déjà dit, mais aussi les Ateliers nationaux, dont la fermeture déclenche la prise d'armes – à l'incompréhension des chercheurs qui n'apprécient guère cette institution qui encore attend son historien –, demeurent dynamiques et importantes aux yeux de ces travailleurs qui s'y investissent et y investissent leurs espoirs.
- 7 Cet ouvrage à l'écriture limpide offre une relecture stimulante du récit politique proposé par l'historiographie renouvelée de la révolution de 1848. Au fond, ce qui est véritablement nouveau, ce ne sont ni les interprétations, ni les sources, toutes publiées, ni les protagonistes – il suffit de lire les auteurs cités en épigraphe de chaque chapitre : François Guizot, Louis Blanc, Pierre-Joseph Proudhon, Marie d'Agoult, Alexis de Tocqueville, George Sand, Victor Hugo et Auguste Blanqui –, mais l'usage de concepts forgés par la théorie politique contemporaine, comme notamment celui de citoyenneté inclusive. Usage du reste extrêmement pédagogique puisqu'il permet de donner une unité à des travaux portant sur les modalités de participation à des espaces politiques divers, tels les clubs, la Garde nationale ou les barricades. Toutefois, qu'il nous soit permis de signaler le risque d'un retour, au nom d'une histoire conceptuelle du temps court ou d'une sociologie historique, à une histoire désocialisée des idées politiques. Car, au cours de cette lecture, on a quelquefois le sentiment que ce sont les conceptions inclusive et exclusive de la citoyenneté ou encore des collectifs anonymes comme la République bourgeoise et les ouvriers qui s'affrontent sur la scène parisienne du printemps 1848.

NOTES

1. Andrea Lanza, *All'abolizione del proletariato ! Il discorso socialista fraterno. Parigi 1839-1847*, Milano, F. Angeli, 2010.